CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

N°4 - 2013
Trimestriel / Quarterly



Nouveau Plan de Développement 2014-2016

New Development Plan 2014-2016

Sommaire

Contents

CEB INFO

	Page		Page
Édito du Gouverneur	**3**	**Editorial by the Governor**	**3**
À la une	**4**	**What's new**	**5**
Soutenir la cohésion sociale face à la crise : le Plan de Développement 2014-2016	4	Supporting social cohesion in response to the crisis: the new Development Plan for 2014-2016	5
Adhésion du Kosovo		Accession of Kosovo	
Activité prêts/projets	**6**	**Loans/projects activity**	**7**
Approbations au 31 décembre 2013	6	Approvals as at 31 December 2013	7
Révision de la Politique de prêt		Revision of the Loan Policy	
Favoriser l'emploi en Bosnie-Herzégovine	8	Promoting jobs in Bosnia and Herzegovina	9
Un prêt de € 300 millions à ICO pour soutenir les MPME espagnoles	10	€ 300 million loan for ICO in support of Spanish MSMEs	11
Prévenir les risques d'inondation en Roumanie	12	Preventing flood risk in Romania	13
Activités financières et de gestion des risques	**14**	**Financial and risk management activities**	**15**
Principaux financements réalisés en 2013		2013 Funding highlights	
Nouveau cadre prudentiel		New prudential framework	
Approbation du budget pour 2014		Approval of the budget for 2014	
Partenariats	**16**	**Partnerships**	**17**
Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI	16	Annual Meetings of the World Bank and IMF	17
Programme régional de logement (RHP)		Regional Housing Programme	
Pays des Balkans occidentaux		Western Balkans countries	
Eastern Partnership Business Forum		Eastern Partnership Business Forum	
Interview	**18**	**Interview**	**19**
Katherine Delikoura, Directrice du Contrôle de la Conformité		Katherine Delikoura, Chief Compliance Officer	
Agenda	**20**	**Calendar of events**	**20**
Principaux événements à venir		Major upcoming events	
Brèves	**20**	**In brief**	**20**
Publications	**20**	**Publications**	**20**

Crédits photos : Photothèque CEB
Couverture : © Ingimage

Édito du Gouverneur
Editorial by the Governor



Rolf Wenzel

Chiffres clés/Key figures	2013
Projets approuvés/Projects approved	2.3
Nouveaux engagements/New commitments	2.3
Prêts décaissés/Loans disbursed	1.8
Encours de prêts/Loans outstanding	12.6

en milliards d'euros/in billion euros

Cher lecteur,

Au cours du dernier trimestre 2013, nous avons assisté à une amélioration de la situation économique de nombreux États membres de la CEB. Tout le monde s'accorde aujourd'hui à dire que la récession recule et que la croissance reprendra en 2014 dans la zone euro et, plus généralement, en Europe. Toutefois, cette croissance sera faible et il faudra du temps pour relancer l'emploi. De plus, les taux d'intérêt demeureront bas et l'accès au financement pour les MPME sera encore variable. La CEB continuera ainsi de soutenir les efforts de ses pays membres en faveur de la lutte contre le chômage et de l'amélioration de la cohésion sociale.

Pour cela, les organes de la Banque ont approuvé, lors de leurs réunions en novembre dernier, un Plan de développement révisé pour la période 2014-2016. Ce plan révisé fixe de nouvelles orientations pour les activités de prêt, renforce le soutien aux MPME et prévoit l'élaboration de politiques applicables à l'utilisation de certains instruments financiers, tels que les microcrédits, les partenariats public-privé et la participation à des mécanismes de capital-investissement. Ces politiques seront élaborées au cours du premier semestre 2014.

En ce qui concerne ses activités financières, la CEB a poursuivi sans relâche ses activités de prêt et d'emprunt. De fait, l'amélioration des perspectives économiques européennes a eu un impact positif sur ses propres emprunts. Ainsi, les profits sont restés stables, accompagnés d'un niveau satisfaisant de liquidités au cours du dernier trimestre.

Les partenariats de la CEB avec les principales institutions européennes et internationales, notamment le renouvellement de notre "Memorandum of Understanding" avec la BERD et l'adhésion du Kosovo le 4 novembre 2013 (qui en a fait le 41ème État membre), témoignent de la considération dont la Banque jouit dans le domaine du développement.

Cette édition du CEB Info vous fournira des informations sur un certain nombre de projets internes très importants menés par la Banque en 2013 et largement appuyés par nos deux Conseils : il s'agit notamment du Plan de Développement 2014-2016, du nouveau cadre prudentiel et du budget 2014.

Nous nous sommes fixé comme priorités pour 2014 la mise en œuvre du nouveau Plan de Développement et le renforcement de notre coopération avec nos partenaires européens. Nous nous attacherons à renforcer davantage la valeur sociale des projets financés par la CEB, en nous concentrant sur nos lignes d'actions sectorielles.

Je vous souhaite, ainsi qu'à votre famille, une bonne et heureuse année 2014.

Dear Reader,

In the last quarter of 2013 we have seen improvements of the economic situation of many of CEB member countries. There is now a consensus that the members of the Euro zone and, more generally, Europe are moving out of recession and will be growing again in 2014. However, economic growth will be weak and the strengthening of employment will take quite some time. Also, interest rates will stay low and the access to financing for MSMEs will remain uneven. The CEB will thus continue to support its member countries in their endeavour to fight high unemployment and to improve social cohesion.

In order to be better able to support its member countries the organs of the Bank approved a revised Development Plan 2014-2016 at their meetings in November. This revised Plan sets new orientations for lending activities, a strengthening of MSME support and the development of policies for the use of financial instruments such as microloans, public-private partnerships and participation in equity fund mechanisms. These policies will be developed in the first half of 2014.

Regarding financial activities, the CEB maintained its unblemished track record with respect to loan activities and borrowing. In fact, the improved outlook for the European economy benefitted CEB´s own borrowing. Hence, profits remained stable accompanied by a satisfactory liquidity level throughout the last quarter.

Our partnerships with key European and international institutions, notably the renewal of our Memorandum of Understanding with the EBRD, as well as the accession of Kosovo as the Bank's 41st Member State on 4 November 2013, all bear witness to CEB´s status as a well-respected partner in development.

In this issue of CEB Info you will find details of a number of very important in-house projects the Bank was able to complete during the past year and which received broad support from our two Boards, namely the Development Plan 2014-2016, the new prudential framework and the 2014 budget.

Our priorities for 2014 will be, inter alia, the implementation of the new Development Plan and the strengthening of our cooperation with our European partners. We will strive to sharpen further the social value of CEB financed projects by focussing on our approved sectorial lines of action.

I wish you and your families a happy and fulfilling year 2014.

Soutenir la cohésion sociale face à la crise : le Plan de Développement 2014-2016

Lors de sa réunion du 22 novembre 2013, le Conseil de direction a adopté à l'unanimité, sur proposition du Gouverneur et recommandation du Conseil d'administration, le nouveau Plan de Développement de la CEB pour la période 2014-2016. Il s'agit pour la Banque de répondre aux défis posés par une crise économique et financière sans précédent dans l'histoire européenne récente.

Cette crise a déjà prélevé un lourd tribut en Europe sur la croissance, l'investissement et la qualité de vie des populations, notamment des plus vulnérables. La capacité d'endettement des États membres de la CEB s'est considérablement dégradée. Certains d'entre eux ont tout particulièrement souffert et les tensions sociales se sont avivées. Le taux de chômage atteint parfois des niveaux inquiétants.

Certes, dans son dernier rapport sur les "Perspectives de l'économie mondiale", le FMI table sur une sortie de récession dans la zone Euro. Dans le même temps, il souligne le caractère "anémique" de la croissance dans les "pays avancés d'Europe" et la "reprise modérée" de "l'Europe émergente", ce qui continuera d'entraver la capacité d'investissement dans les secteurs sociaux de nombreux pays.

Les grandes orientations stratégiques

Face à ces perspectives, la CEB entend continuer à jouer pleinement son rôle de levier financier au service de la cohésion sociale dans ses États membres, être un instrument majeur de la politique de solidarité européenne, promouvoir les valeurs du Conseil de l'Europe.

La réponse de la CEB, dans le cadre de son nouveau Plan 2014-2016, tient compte d'un environnement en pleine mutation et de nouvelles attentes de la part de ses emprunteurs. Bien sûr, la Banque s'efforce de favoriser la recherche de solutions nationales et/ou sectorielles au cas par cas lorsque cela est possible. Elle s'attachera également à :

- augmenter la valeur ajoutée des prêts qu'elle destine au financement d'investissements sociaux
- renforcer la capacité d'absorption des fonds européens de ses États membres dans les secteurs sociaux, au moyen de nouveaux types de prêts
- alléger les contraintes de financement pesant sur les secteurs sociaux grâce à des instruments de prêt plus adaptés
- mettre l'accent sur l'appui accordé à la création et au maintien d'emplois
- favoriser des approches flexibles et innovantes, notamment par la recherche d'une coopération accrue avec le secteur privé, qui pourrait passer par une nouvelle implication dans les partenariats publics-privés (PPP) et des mécanismes de participation au capital. Sont également envisagés le recours au microcrédit et la mise en place de dispositifs de partage des risques. En parallèle, la CEB s'efforcera d'améliorer son offre hors prêts et de développer son rôle fiduciaire.

Au plan opérationnel

Le niveau global de décaissement devrait atteindre € 1,8 milliard par an (+/- 10%) avec une moyenne annuelle de € 1 milliard dans les pays du groupe cible. Ces orientations d'activité sont ambitieuses dans la mesure où elles anticipent, en dépit de la conjoncture et de la recrudescence des risques, un niveau d'activité supérieur à ce qui a été réalisé sur la période 2010-2013. De surcroît, elles s'articuleront avec un effort constant de la Banque pour développer des projets de qualité, nourris de l'expérience accumulée dans la préparation et la mise en œuvre des projets antérieurs.

*

Au total, le nouveau Plan a un objectif prioritaire : contribuer au mieux au renforcement de la cohésion sociale en Europe par une mobilisation optimale et innovante des ressources de la Banque, tout en maintenant sa capacité à assumer les risques inhérents à la situation économique actuelle.

Adhésion du Kosovo



Le Kosovo est devenu le 41ème État membre de la CEB le 4 novembre 2013. Tous les pays des Balkans occidentaux sont désormais membres de la Banque.

Supporting social cohesion in response to the crisis: the new Development Plan for 2014-2016

At its meeting on 22 November 2013, the Governing Board unanimously approved the CEB's new Development Plan for the period 2014-2016, as proposed by the Governor and recommended by the Administrative Council. The aim of the Plan is to enable the Bank to meet the challenges posed by an economic and financial crisis without precedent in recent European history.

The crisis has already taken a heavy toll on growth and investment in Europe as well as on the quality of life of the populations, notably the most vulnerable. The borrowing capacity of the CEB's Member States has significantly deteriorated. Some of them have suffered particularly badly and social tensions have escalated. Unemployment rates have sometimes reached disturbing levels.

In its latest "World Economic Outlook" report, the IMF tables on recovery from the crisis in the Euro zone. However, it also points to the "anaemic" nature of growth in the "advanced European countries" and the "moderate recovery" in "emerging Europe", all of which will continue to hinder the capacity for investment in the social sectors in many countries.

The major strategic guidelines

Faced with these prospects, the CEB intends to fully pursue its financial leverage role in order to foster social cohesion in its Member States, to be a major instrument of solidarity policy in Europe and to promote the values of the Council of Europe.

The CEB's response within the framework of the new Development Plan for 2014-2016 takes account of the changing environment and of the new expectations of its borrowers. Naturally the Bank seeks to facilitate national and/or sectoral solutions on a case-by-case basis wherever possible. It will also strive to:

- enhance the value added of the loans it allocates to financing social investments
- strengthen its Member States' capacity to absorb European funds in the social sectors through new types of loans
- alleviate the financing constraints weighing on the social sectors through the use of better-adapted lending instruments
- highlight the support given to job creation and preservation
- encourage flexible and innovative approaches, notably by seeking out strengthened cooperation with the private sector, which could involve entering into public-private partnerships (PPPs) and equity participation arrangements. Recourse to microcredit is also envisaged as well as the introduction of risk-sharing mechanisms. In parallel to this, the CEB will strive to improve its non-lending services and to develop its fiduciary role.

At operational level

The overall level of disbursements should reach € 1.8 billion per year (+/- 10%) with an annual average of € 1 billion in the target group countries. These are ambitious guidelines because they provide for higher levels of activity than those reached over the period 2010-2013, in spite of the situation and heightened risks. Moreover, their implementation will go hand in hand with constant efforts by the Bank to develop quality projects, fed by the experience acquired in the preparation and implementation of previous projects.

*

In all, the primary objective of the new Plan will be to maximise the Bank's contribution to strengthening social cohesion in Europe through an optimal and innovative mobilisation of its resources, while at the same time maintaining CEB's capacity to assume the risks inherent to the current economic situation.

Accession of Kosovo



Kosovo became the CEB's 41st Member State on 4 November 2013. All the Western Balkan countries are now members of the Bank.

Approbations au 31 décembre 2013

En 2013, la Banque a approuvé 38 demandes de prêts, à hauteur de € 2,27 milliards. 27 de ces demandes, pour un montant de € 1,1 milliard, l'ont été en faveur des pays du groupe cible.

Face à la crise, la CEB s'est mobilisée en faveur de l'emploi, en facilitant l'accès des micros, petites et moyennes entreprises au crédit. Outre cette exigence dirimante pour l'Europe, l'action de la Banque vise à améliorer la vie des Européens, en particulier des plus vulnérables d'entre eux : c'est le sens des projets d'investissement qu'elle a contribué à financer, en 2013, au service de la cohésion sociale.

Dans le détail, par ligne d'action sectorielle :

Renforcement de l'intégration sociale : € 560,5 millions
En 2013, la CEB a apporté une aide substantielle aux populations les plus défavorisées d'Europe que sont les réfugiés migrants, les personnes déplacées et les personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Cette aide s'est concrétisée, entre autres, par le financement de projets de logements sociaux pour les plus mal lotis. La CEB a également financé la construction ou la rénovation d'infrastructures publiques locales et régionales.

Gestion de l'environnement : € 53 millions
La CEB a ciblé sa contribution sur des projets de gestion des déchets et d'efficacité énergétique.

Soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale : € 518,9 millions
La Banque a ainsi financé des projets d'infrastructure de santé, pour offrir aux patients concernés une meilleure qualité de soins. Elle a également été active dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle, ainsi que dans le financement de projets de construction ou de rénovation d'établissements pénitentiaires en vue d'assurer des conditions de détention conformes aux normes européennes.

Soutien aux micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) : € 1 142 millions
Cette nouvelle ligne d'action sectorielle a représenté en 2013 près de la moitié des prêts accordés par la Banque, l'objectif étant de favoriser la création et le maintien d'emplois viables. Chacun sait le rôle clé joué par les MPME dans la croissance économique, le développement durable et, au total, la cohésion sociale en Europe. Face aux conséquences de la crise, dont en particulier la hausse brutale du taux de chômage dans plusieurs de ses États membres, la CEB a accru son soutien aux MPME en 2013.

Révision de la Politique de prêt

La Politique de prêt définit les principes de base pour la sélection et la mise en œuvre des projets d'investissement financés par la CEB. La révision de la Politique de prêt, renommée "Politique de prêt et de financement de projets", a été adoptée par le Conseil d'administration en novembre 2013 (Résolution 1562).

Le document révisé reflète les changements introduits par le nouveau Plan de développement de la CEB pour la période 2014-2016, également approuvé au mois de novembre. Il reflète également les progrès réalisés ces dernières années en termes de sélection des projets, de préparation, de recours à l'assistance technique et d'informations transmises au Conseil d'administration dans la demande de prêt.

La Politique de prêt et de financement de projets définit en particulier les lignes d'action sectorielle de la CEB, lesquelles traduisent à la fois la vocation sociale propre à la CEB et la logique de développement qui sous-tend l'ensemble de ses activités. À cet égard, et compte tenu des besoins des États membres, le "soutien aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME)" constitue désormais une ligne d'action sectorielle à part entière, au même titre que le "renforcement de l'intégration sociale", la "gestion de l'environnement" et le "soutien aux infrastructures publiques à vocation sociale".

Conformément aux modifications introduites par le nouveau Plan de développement en matière de mécanismes de financement de projets, la Politique de prêt révisée détaille les dispositifs ad hoc de décaissement/suivi désormais disponibles pour répondre aux besoins spécifiques des actionnaires. Le financement de projets individuels par le biais de "prêts-projets" ou celui de programmes multi-projets par le biais de "prêts-programmes" (dans un ou plusieurs secteurs d'intervention) peut désormais être complété, en tant que de besoin, par des "facilités de cofinancement européennes" ou des "facilités de financement du secteur public".

La Politique de prêt révisée de la CEB sera transposée dans le "Manuel pour la préparation et la mise en œuvre des projets". Ce guide pratique destiné aux services de la Banque sera également mis à la disposition des emprunteurs potentiels et des partenaires de la CEB sur le site Internet de la Banque en janvier 2014.

Loans-projects activity

Approvals as at 31 December 2013

In 2013, the Bank approved 38 loan requests for a total amount of € 2.27 billion . 27 of the requests, representing € 1.1 billion, were earmarked for target group countries.

In response to the crisis, the Bank has mobilised its efforts in favour of employment by facilitating access to credit for micro-, small and medium-sized enterprises. As a complement to this absolute requirement for Europe, the Bank's action is aimed at improving the living conditions of Europeans, in particular the most vulnerable: this is the purpose underpinning the investment projects it contributed to financing in 2013, in support of social cohesion.

The breakdown of projects per sectoral line of action is as follows:

Strengthening social integration: € 560.5 million
In 2013, the CEB provided substantial levels of support to the least advantaged population groups in Europe, namely migrants, displaced persons and persons living below the poverty line. This support notably took the form of financing for social housing for the worst off. The Bank also financed the construction or renovation of regional and local public infrastructure.

Managing the environment: € 53 million
The CEB targeted its contribution to projects concerned with waste management and energy efficiency.

Supporting social public infrastructure with a social vocation: € 518.9 million
The Bank financed health infrastructure projects aimed at providing patients with better healthcare conditions. It was also active in the education and vocational training sectors and in financing projects for the construction or renovation of prisons so as to ensure that conditions of detention are in line with European standards.

Supporting Micro-, Small and Medium-sized Enterprises (MSMEs): € 1 142 million
This new sectoral line of action represented almost half of all CEB loans granted in 2013, the objective being to facilitate the creation and preservation of viable jobs. It is a generally acknowledged fact that MSMEs play a key role in fostering economic growth and sustainable development, thereby globally promoting social cohesion in Europe. Faced with the consequences of the crisis and, in particular, the sharp rise in unemployment levels in several of its Member States, the CEB increased it support to MSMEs in 2013.



Revision of the Loan Policy

The Loan Policy defines the basic principles for the selection and implementation of the investment projects financed by the CEB. The revision of the Loan Policy – and its renaming into "Loan and Project Financing Policy" – was adopted by the Administrative Council in November 2013 (Resolution 1562).

The revised document reflects the changes introduced in the new CEB Development Plan 2014-2016, also approved in November, as well as the progress made in recent years in terms of project screening, preparation, use of technical assistance and information on the loan documents communicated to the Administrative Council.

In particular, the Loan and Project Financing Policy provides for sectorial lines of CEB action, which express both the CEB's specific social vocation and the development logic underpinning all its activity. In this respect – considering Member States' needs – "Supporting Micro-, Small and Medium Sized Enterprises (MSMEs)" is now included as a sectorial line of action in its own right, alongside "Strengthening social integration", "Managing the environment" and "Supporting public infrastructure with a social vocation".

Pursuant to the changes in project financing mechanisms introduced by the new Development Plan, the revised Loan Policy details the ad hoc disbursement/monitoring arrangements made possible within this framework in response to particular shareholders' needs. Thus, individual project financing through "Project Loans" or multi-project programmes financing through CEB's "Programme Loans" in one or several sectors of action are now supplemented, if appropriate, by "EU Co-financing Facilities" or "Public Sector Financing Facilities".

The revised CEB Loan Policy will be transposed into the "Handbook for the Preparation and Implementation of Projects", an operational manual intended for the Bank's services and accessible to potential borrowers and CEB partners on the Bank's website in January 2014.

Favoriser l'emploi en Bosnie-Herzégovine

Le Conseil d'administration, réuni en novembre 2013, a approuvé un prêt de € 10 millions en faveur de Sparkasse Bank (Sparkasse), filiale détenue à majorité par le groupe bancaire autrichien Erste Bank. Ce prêt est destiné à financer des projets d'investissement productif menés par des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) nouvelles ou existantes implantées sur l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine.

Traditionnellement, l'économie de la Bosnie-Herzégovine reposait pour l'essentiel sur l'industrie lourde et les petites exploitations agricoles. La guerre, les mutations de la société et les innovations technologiques ont accéléré leur obsolescence, tandis que les lenteurs du processus de réforme entravent le développement d'autres secteurs. Les espoirs de reprise économique sont donc centrés sur les MPME, qui peuvent rapidement acquérir de nouvelles technologies, découvrir des niches commerciales dans la région, exploiter des segments de substitution aux importations et recruter de nouveaux employés.



Malgré la croissance de leur activité ces dernières années, les PME locales ont des difficultés à accroître leur compétitivité et leur potentiel d'exportation. En raison de la crise économique, ces trois dernières années ont été particulièrement difficiles pour le secteur des MPME en Bosnie-Herzégovine et l'accès au financement à long terme demeure un problème majeur. Les institutions financières locales ne sont pas en mesure d'accéder aux marchés internationaux de capitaux pour les montants relativement faibles dont ces entreprises ont besoin.

Étant donné le niveau de risque que les marchés attribuent au pays, les institutions financières internationales (IFI) telles que la CEB demeurent la principale source de financement à long terme et peuvent apporter une additionnalité cruciale. Des financements proviennent parfois d'investisseurs privés, surtout lorsque les IFI se placent en position de leader ou offrent une garantie contre les risques souverains. En approuvant ce prêt-programme, la CEB incite fortement l'emprunteur à continuer d'accorder des crédits aux MPME dans le pays.

En approuvant ce prêt-programme, la CEB incite fortement Sparkasse Bank à continuer d'accorder des crédits aux MPME

Présente sur l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine, **Sparkasse Bank** s'appuie sur un réseau de 45 agences et emploie près de 450 personnes. Cette banque a accordé plus de 2 000 prêts aux MPME bosniaques et souhaite encore développer ce secteur. Les MPME bénéficiaires du programme sont les clients existants et nouveaux de Sparkasse Bank, qui pourront accéder à des financements d'un coût abordable pour l'acquisition d'actifs immobilisés productifs et la construction ou l'agrandissement de leurs locaux commerciaux.

Les fonds de la CEB seront alloués par Sparkasse Bank et permettront de financer des sous-projets dans différents secteurs, notamment l'industrie, le commerce et d'autres activités de service. Du point de vue géographique, les prêts-programmes seront répartis sur l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine. À titre d'illustration, parmi les clients de Sparkasse qui devraient bénéficier de l'intervention de la CEB, figure une PME spécialisée dans la production, la transformation et le commerce des métaux, qui souhaite s'agrandir en acquérant un nouveau site de production, plus moderne. Citons également l'exemple d'une petite entreprise créée par un entrepreneur local, qui fabrique des chaussures et d'autres produits en cuir et réalise un investissement de près d'un million d'euros pour élargir sa zone de couverture.

"Cet emprunt contribuera à renforcer la compétitivité des MPME et favorisera la création de nouveaux emplois permanents et saisonniers, ainsi que le maintien des emplois existants, dans un pays membre gravement touché par la récession", commente la **responsable de pays Jasmina Glisovic**. "Nous visons un financement à moyen ou long terme, car les banques commerciales peinent actuellement à financer les investissements productifs indispensables aux petites entreprises".

Promoting jobs in Bosnia and Herzegovina

At its meeting in November 2013, the Administrative Council approved a loan of € 10 million in favour of Sparkasse Bank (Sparkasse), a majority-owned subsidiary of the Austrian banking group Erste Bank. The loan is intended to finance productive investment projects undertaken by existing and start-up micro-, small- and medium-sized enterprises (MSMEs) located throughout Bosnia and Herzegovina.

Traditionally, Bosnia and Herzegovina's economy relied essentially on heavy industry and smallholder agriculture. The war, societal changes and technological innovations have accelerated the obsolescence of these two sectors, whereas the slow pace of the reform process has hampered the development of other sectors. Any hopes of economic recovery are therefore centred on the MSME sector, which can quickly acquire new technology, find niche markets in the region, move into import substitution segments and take on new employees.

Despite the growth in their activity in recent years, local SMEs have difficulty in increasing their competitiveness and export potential. Due to the economic crisis, the last three years have been particularly difficult for the MSME sector in Bosnia and Herzegovina and access to long term financing remains a critical issue. Local financial institutions are not in a position to access international capital markets for the relatively small amounts needed by MSMEs.

Given the level of risk assigned to the country by the markets, international financial institutions (IFIs) such as the CEB still represent the main source of long term funding and can provide crucial additionality. A certain amount of financing can sometimes be made available by private investors, particularly when IFIs are the lead lenders or provide sovereign risk insurance. By approving this Programme Loan, the CEB is thus strongly encouraging the Borrower to continue providing credit to MSMEs in the country.

By approving this Programme Loan, the CEB is strongly encouraging Sparkasse Bank to continue providing credit to MSMEs



Sparkasse Bank operates throughout Bosnia and Herzegovina with a 45-outlet network and around 450 employees. This bank has granted over 2 000 loans to Bosnian SMEs, a sector Sparkasse Bank is keen to develop further. Beneficiary MSMEs under the programme are existing and new Sparkasse Bank customers, who will be granted affordable financing for the purchase of productive fixed assets and the construction or extension of business premises.

The CEB funds will be channelled through Sparkasse Bank to finance sub-projects in various sectors including manufacturing, trade and other service segments. In terms of geographic distribution, the Programme Loans will be distributed throughout Bosnia and Herzegovina. Examples of Sparkasse client MSMEs expected to benefit from the CEB's action include a business specialized in the production, processing and trade of metals, which seeks to expand its facilities by purchasing a new, more modern production site. Another example is that of a small business set up by a local entrepreneur and involved in the production of shoes and other leather goods, which is investing around € 1 million in order to expand its geographical outreach.

"Our loan will contribute to strengthening the competitiveness of MSMEs and fostering the creation of new permanent and seasonal jobs and the preservation of existing ones in a member country severely affected by the recession", commented **Country Manager Jasmina Glisovic**. "We are aiming at medium-to-long-term financing since commercial banks are currently hard pressed to provide resources for the productive investments most needed by small businesses."

Prêt de € 300 millions à ICO pour soutenir les MPME espagnoles

Le Conseil d'administration, réuni en novembre 2013, a approuvé un prêt important de € 300 millions en faveur de l'Instituto de Crédito Oficial (ICO), l'institution publique espagnole de financement du développement. La CEB s'attache ainsi à promouvoir la création d'emplois en Espagne en contribuant à financer les prêts de l'ICO aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) sur l'ensemble du territoire espagnol.

Après avoir longtemps été l'une des économies européennes les plus dynamiques, l'Espagne a fait partie des pays les plus gravement touchés par la récession depuis 2008. Alors que les perspectives de croissance demeurent médiocres malgré quelques signes de reprise, l'Espagne affiche un taux de chômage très élevé. L'un des plus élevés d'Europe, même s'il est passé de 27,2% de la population active au premier trimestre 2013 à 26,3% au deuxième trimestre 2013. Les couches de la population qui étaient déjà défavorisées avant la crise, notamment les jeunes, les immigrés et les travailleurs temporaires, en ont fait les frais. L'expérience acquise lors des précédentes crises économiques de grande ampleur laisse entendre qu'il faudra du temps pour résorber un chômage de masse.

Dans ce contexte, les MPME, qui contribuent fortement à la création d'emplois et à la croissance du PIB, sont au centre des efforts actuels de l'Espagne en faveur de la reprise économique et de l'emploi. Elles représentent en effet 99,9% des entreprises non financières du pays. Le pourcentage de l'emploi total est encore plus significatif que le nombre d'entreprises : si les MPME emploient 67,4% des travailleurs dans toute l'Union européenne, ce chiffre atteint 75,6% en Espagne.

En mettant à disposition des ressources financières souples et compétitives, le Programme permettra aux MPME bénéficiaires de pouvoir financer leurs investissements productifs à un coût avantageux

Dans le même temps, l'accès à des financements peu coûteux demeure pour elles un enjeu essentiel. Les banques sont moins disposées à leur prêter de l'argent, les conditions de crédit se sont détériorées et les perspectives d'évolution de l'accès au crédit se dégradent.

Rattaché au ministère des Affaires économiques et de la Compétitivité, **ICO** est à la fois une banque publique et une agence de financement de l'État. Au fil des ans, ICO a joué un rôle clé dans l'accès des MPME espagnoles au crédit. Dans ce Programme, les fonds de la CEB seront acheminés par ICO, au travers de



Les équipes d'ICO et de la CEB

structures pyramidales mises en place avec des intermédiaires financiers agréés (banques commerciales, caisses d'épargne, organismes de crédit, etc.) pour contribuer au financement de projets d'investissement productif menés par des MPME implantées dans tout le pays.

En mettant à disposition des ressources financières souples et compétitives, le Programme permettra aux MPME bénéficiaires de pouvoir financer leurs investissements productifs à un coût avantageux, ce qui renforcera leur compétitivité et leur capacité à créer ou à maintenir des emplois. L'accent mis sur le segment inférieur du marché espagnol contribuera à corriger un déficit de financement majeur qui entrave la croissance des petites entreprises et leur capacité à créer des emplois viables.

"La plupart des investissements financés devraient concerner l'achat de machines et d'équipements de production, de véhicules motorisés, de bureaux et de bâtiments industriels nécessaires pour accroître la capacité de production et les activités productives des bénéficiaires", souligne le **responsable de pays Arnaud de Verdière**. "Par l'intermédiaire de ce programme, l'ICO espère pouvoir financer au moins 4 600 sous-projets sur l'ensemble du territoire espagnol".

Loans-projects activity

€ 300 million loan for ICO in support of Spanish MSMEs

Meeting in November 2013, the Administrative Council approved a major loan worth € 300 million in favour of Instituto de Crédito Oficial (ICO), Spain's public development financial institution. The CEB is thus seeking to promote job creation in Spain by contributing to financing ICO loans to Micro-, Small and Medium Sized Enterprises (MSMEs) throughout the country.

Having long been one of Europe's fastest growing economies, Spain has also been one of the countries most affected by the downturn since 2008. With growth prospects remaining poor despite timid signs of recovery, Spain faces very high levels of unemployment. In spite of a slight drop from 27.2% of the labour force in the first quarter 2013 to 26.3% in the second quarter 2013, the country's unemployment rate remains one of the highest in Europe. The brunt has been borne by those segments of the population that were already disadvantaged before the crisis, such as young people, immigrants and temporary workers. Experience gained from previous severe economic downturns suggests that it may take a long time to absorb such mass unemployment

Against this backdrop, as major contributors to job creation and to GDP growth, MSMEs are central to Spain's current efforts to foster economic recovery and sustain employment. MSMEs account for 99.9% of the country's non-financial enterprises. More significant than the number of enterprises is the percentage of total employment MSMEs account for: whereas in the EU as a whole MSMEs provide jobs for 67.4% of the workforce, in Spain the percentage is 75.6%.

At the same time, access to cost-effective funding remains a critical issue for their development. Banks are less willing to lend to MSMEs, available credit terms and conditions have deteriorated and the outlook regarding future availability of bank credit is worsening.

Attached to the Ministry of Economic Affairs and Competitiveness, ICO is both a state-owned bank and a state finance agency. Over the years, ICO has played a key role in supporting Spanish MSME access to credit. In this Programme, CEB funds will be channelled by ICO through apex facilities with accredited financial intermediaries (commercial banks, savings banks and leasing companies) in order to contribute to financing productive investment projects undertaken by MSMEs located throughout the country.



Rolf Wenzel (Governor-CEB) and Román Escolano (Chairman-ICO) signed the Framework Loan Agreement on 4 December 2013

By providing flexible and competitive financial resources, the Programme will enable beneficiary MSMEs to finance their productive investments in advantageous conditions, thereby fostering their competitive position and reinforcing their ability to create or maintain jobs. Emphasis will be placed on the lower segment of the Spanish market so as to help close a major financing gap that has been hindering the growth of small businesses and their ability to create viable employment opportunities.

"Most of the investments to be financed are expected to concern the purchase of machinery and productive equipment, motor vehicles, office and industrial premises needed to increase the production capacity and productive activities of the beneficiaries", commented **Country Manager Arnaud de Verdière**. "Through this programme, ICO expects to be able to finance at least 4 600 sub-projects throughout Spain."

Through the provision of flexible and competitive financial resources, the Programme will give access of beneficiary MSMEs to cost-effective funding

Prévenir les risques d'inondation en Roumanie

Aider à résoudre les problèmes sociaux que peut notamment poser aux pays européens la présence de victimes de catastrophes naturelles ou écologiques figure littéralement parmi les priorités statutaires de la CEB. Par ailleurs, la "gestion de l'environnement", au sens large, constitue l'une des quatre lignes d'action sectorielle autour desquelles la Banque articule l'ensemble de ses interventions.

Au cours des années, pour inscrire son action de développement dans le temps et accroître l'efficacité de ses activités, la CEB a progressivement fait évoluer ses interventions : conjuguant à la réaction immédiate aux situations d'urgence la prévention à long terme, dans le respect des normes environnementales nationales et internationales en matière de développement durable. C'est le sens de ce projet de € 48 millions de remise en état de torrents et de routes forestières, approuvé par le Conseil d'administration en 2006 en faveur de la Roumanie suite aux graves inondations qui avaient frappé le pays l'année précédente. En l'occurrence, en 2005, 2 580 km de routes forestières avaient alors été endommagées et plus de 1 500 ponts détruits. Ceci survenant après des inondations répétées lors des décennies précédentes alors même que la Roumanie tire des ressources importantes de ses vastes forêts qui couvrent environ six millions d'hectares.

Deux volets ont donc composé ce projet : la reconstruction de routes forestières endommagées par les inondations et en termes d'atténuation et de prévention des risques, la réhabilitation de petits torrents dans des régions montagneuses, ce qui a représenté respectivement, 78 et 46 sous-projets.

En juillet 2013, une mission de suivi technique approfondi menée par les équipes de la CEB a procédé à l'examen de dix sous-projets dans les régions de Bacau, Buzau, Neamt, Suceava et s'est rendue à la Direction régionale des Forêts de Vrancea. À l'issue de ces visites sur sites, le projet a fait l'objet d'une évaluation satisfaisante, la qualité des constructions étant globalement estimée au-dessus de la moyenne d'un point de vue technique. Les travaux menés participent à la protection de l'environnement et favoriseront une exploitation durable des forêts, la réhabilitation des routes forestières permettant en outre l'accès à plusieurs parcs et réserves naturelles de nature à conforter le développement d'un tourisme vert.

> *… le projet favorise déjà l'accès au domaine forestier et aux alpages, ainsi que le désenclavement de villages auparavant isolés …*

Les impacts socio-économiques du projet ont fait l'objet de plusieurs études menées au sein des antennes de la Direction des Forêts. Les impacts directs et immédiats des sous-projets sont positifs. Dans l'ensemble et à ce stade d'avancement, le projet favorise déjà l'accès au domaine forestier et aux alpages ainsi que le désenclavement de villages auparavant isolés. Il permet, en outre, la protection des lieux de recueil d'eau potable et de leurs réservoirs. Il préserve efficacement les villages situés en aval des cours d'eau du danger de crues "éclair".

En termes de durabilité, le choix des sous-projets, les mesures d'atténuation retenues et la qualité des travaux d'un point de vue technique réduiront très sensiblement les risques d'inondations et de coulée de débris pour les habitants des régions montagneuses. L'un des effets indirects du projet est par ailleurs la création de nouveaux emplois pour les habitants des régions concernées et cet élément est prometteur, si l'on considère les effets potentiels du développement du tourisme dans les parcs naturels de Roumanie.

Au total, plusieurs années après avoir approuvé le financement de ce projet, la Banque peut en mesurer toute la valeur ajoutée en termes social et environnemental.



Preventing flood risk in Romania

Helping to resolve the social problems that European countries can face due to the presence of victims of natural or ecological disasters is precisely one of the CEB's statutory priorities. Moreover, "managing the environment", in the broad sense of the term, constitutes one of the four sectoral lines of action around which the Bank organises all its activities.

Over the years, in order to promote the sustainability of its development action and enhance the effectiveness of its activities, the CEB has progressively extended the scope of its action, combining immediate reaction to emergency situations with long-term preventive action, in accordance with national and international environmental standards in matters of sustainable development - hence this € 48 million project involving the rehabilitation of mountain torrents and forest roads in Romania. The project was approved by the Administrative Council in 2006 in the wake of the serious floods that had affected the country in 2005, damaging 2 580 kms of forest roads and destroying over 1 500 bridges. Following on from repeated flooding in previous decades, these floods were particularly disastrous for Romania, which draws substantial resources from the vast forest areas that cover some six million hectares of its territory.

The project thus comprises two parts: reconstruction of forest roads damaged by the floods and, in terms of mitigation and prevention, rehabilitation of small mountain torrents, representing respectively 78 and 46 sub-projects.

In July 2013, an in-depth technical monitoring mission carried out by the CEB's services examined 10 sub-projects in the Bacau, Buzau, Neamt, Suceava regions and visited the Vrancea Regional Directorate for Forestry. Following these on-site visits, the project was rated satisfactory, given that, from a technical point of view, the constructions were globally deemed to be of

...the project is already opening up access to the forest area as well as to the high mountain pastures and previously isolated villages...



higher-than-average quality. The works carried out contribute to protecting the environment as well as facilitating sustainable exploitation of the forests and rehabilitation of the forest roads, which will also open up access to several parks and natural reserves that could in turn encourage the development of green tourism.

The socio-economic impacts of the project have been the subject of several studies carried out by the services of the Directorate for Forestry. The direct impacts of the sub-projects are positive. Overall, and at this stage of advancement, the project is already opening up access to the forest area as well as to the high mountain pastures and previously isolated villages. Moreover, it provides protection for drinking water collection points and their corresponding reservoirs. It also effectively preserves the villages situated downstream of watercourses from the dangers of flash floods.

As regards sustainability, the choice of sub-projects, the mitigation measures adopted and the quality of the work in technical terms will markedly reduce the risk of flooding and debris flows for the inhabitants of these mountainous regions. One of the indirect effects of the project is the creation of new jobs for the inhabitants of the regions concerned and, considering the potential effects of developing tourism in Romania's national parks, this is a promising aspect.

In all, several years after approving its financing, the Bank is now able to fully measure the value added of the project in both social and environmental terms.

Principaux financements réalisés en 2013

Afin de couvrir ses besoins de financement et de maintenir un niveau satisfaisant de liquidités, la Banque emprunte fréquemment sur les marchés internationaux de capitaux. En règle générale, la CEB effectue chaque année deux à trois émissions benchmark sur trois à cinq ans pour couvrir la plus grande partie de ses besoins de financement.

Au total, la CEB a utilisé 72% de son autorisation d'emprunt annuelle qui s'élevait à 4,5 milliards d'euros pour 2013. Toutes les émissions ont été effectuées soit en dollars (USD) soit en euros (EUR), 64% des opérations de financement l'ayant été en dollars et 36% en euros. Toutes les opérations de financement ont été assorties de swaps de couverture, qui annulent aussi bien le risque de taux que le risque de change.

Deux émissions benchmark en dollars ont été effectuées en 2013, pour un montant total de USD 2,5 milliards (1,92 milliard d'euros*). D'un montant de USD 1,25 milliard sur cinq ans, la première a été lancée en février 2013 et offre un coupon de 1%. D'un même montant de USD 1,25 milliard sur cinq ans, la seconde a été lancée en mai 2013 et offre un coupon légèrement supérieur de 1,25% du fait de l'évolution des conditions de marché. Ces deux opérations ont suscité un vif intérêt de la part de la communauté internationale des investisseurs, ce qui a permis d'augmenter leur taille de USD 1 à 1,25 milliard et en a fait à leur lancement les plus grandes opérations en dollars réalisées par la CEB. Les financements en dollars ont été complétés par un tirage dans l'encours d'une ligne benchmark.

L'évolution du marché de l'euro au second semestre 2013 a amélioré les possibilités d'émission sur ce marché et permis à la CEB d'élargir sa base d'investisseurs. Absente du marché de l'euro depuis l'émission benchmark à 10 ans effectuée en août 2011, la CEB a lancé avec succès une nouvelle opération benchmark de EUR 1 milliard à cinq ans au mois d'octobre 2013. Le vif intérêt des investisseurs a permis à la Banque de fixer le prix de la transaction à un niveau comparable à l'encours des OAT françaises à échéance mai 2018. Le coupon a été fixé à 1,125%. Deux placements privés ont complété les financements en euros pour 2013.

* Taux de change EUR/USD au moment du lancement.

Nouveau cadre prudentiel

L'environnement difficile depuis le début de la crise financière mondiale, a fait émerger de nouveaux risques à l'origine d'une évolution considérable de la régulation bancaire, qui se poursuit. Sans y être soumise en tant que banque multilatérale de développement (BMD), la CEB a décidé de réviser son cadre prudentiel et de suivre ainsi les meilleures pratiques définies par le Comité de Bâle (Bâle II/III), pour mieux faire face à ces nouveaux risques et garantir la stabilité financière de la Banque. Ce nouveau cadre prudentiel a été approuvé par le Conseil d'administration le 15 novembre 2013 et prendra effet le 1er janvier 2014 parallèlement au nouveau Plan de Développement.

Les principaux ratios de la CEB ont été redéfinis, et prennent en considération les remarques du Conseil d'administration, des agences de notation et de l'audit externe (KPMG), ainsi que les résultats des stress tests venant confirmer l'efficacité du cadre prudentiel proposé pour les prochaines années.

Le nouveau cadre prudentiel de la CEB est articulé autour de trois piliers (adéquation en capital, liquidité, effet de levier). Deux ratios de capital seront désormais utilisés: un *capital adequacy ratio* reposant sur la définition de Bâle III et un *gearing ratio,* lequel rapporte les emprunts aux fonds propres, réintroduit afin de permettre une meilleure comparaison avec les autres BMD. Concernant la liquidité, des ratios de court et long terme seront instaurés, permettant à la Banque d'avoir une vision étendue de sa liquidité. L'effet de levier sera défini par deux ratios évaluant respectivement les niveaux de la dette et des actifs de trésorerie rapportés aux capitaux propres prudentiels. Pour un usage interne, la concentration sera aussi mesurée ainsi que deux ratios de liquidité de court et moyen terme de Bâle III [*Liquidity Coverage Ratio* (LCR), *Net Stable Funding Ratio* (NSFR)].

Approbation du budget pour 2014

Dans un contexte marqué par les incertitudes économiques et les efforts de maîtrise des finances publiques, la CEB s'est dotée pour 2014 d'un budget rigoureux tout en veillant à garantir la pérennité de sa capacité d'action.

Avec une augmentation limitée à 2,5%, ce budget intègre le financement de plusieurs mesures nouvelles en 2014, telles que la prise en charge de certaines tâches du Secrétariat de l'Accord Partiel sur la Banque, un renforcement ciblé des effectifs s'agissant de fonctions critiques et des mesures plus spécifiques en matière de gestion des ressources humaines.

Par ailleurs, le budget inclut également un ambitieux programme d'investissement en vue de moderniser l'infrastructure technique de la CEB.

Financial activities



2013 Funding highlights

In order to cover lending needs and maintain a satisfactory liquidity level, the Bank is a frequent borrower in the international capital markets. The CEB usually issues two to three benchmarks in the three- to five-year maturities per year to cover the bulk of its funding needs.

In total, the Bank used 72% of its annual borrowing authorisation which amounted to Euro 4.5 billion for 2013. All the issuances were executed either in USD or in Euro (EUR), 64% of the funding transactions being in USD and the remaining 36% in Euro. All funding operations have been combined with hedging swaps, which eliminate both the interest rate risk and the currency risk.

Two USD benchmarks were launched in 2013 for a total of USD 2.5 billion (EUR 1.92 billion*). The first USD 1.25 billion benchmark operation was launched in February with a five-year maturity and pays a coupon of 1%. The second was launched in May, equally for a total amount of USD 1.25 billion USD and with a five-year maturity but pays a slightly higher coupon of 1.25% due to developments in market conditions. Both operations met strong interest from the international investor community which made it possible to upsize each operation from USD 1 to 1.25 billion, namely the CEB's largest ever USD deals at launch. The USD dollar funding was completed by a tap of an outstanding benchmark line.

The evolution in the Euro market in the second half year gave better issuance opportunities in this market and allowed to enlarge CEB's investor base. After having been absent from the Euro market since the ten-year Euro benchmark in August 2011, the CEB launched a new successful EUR 1 billion, five-year benchmark transaction in October. The strong investor interest made it possible for the CEB to price the transaction around equal to France's outstanding May 2018 OAT bonds, the coupon was set to 1.125%. Two private placements completed the Euro funding for 2013.

*EUR/USD exchange rate at launch

New prudential framework

In the challenging environment that has prevailed since the onset of the global financial crisis, new risks have emerged giving rise to significant and still ongoing changes in bank regulation. Although it is not mandatory for a multilateral development bank (MDB) to do so, the CEB decided to revise its prudential framework and to follow the best practices established by the Basel Committee (Basel II/III) in order to counter these new risks and ensure the Bank's financial sustainability. This new prudential framework was approved by the Administrative Council on 15 November 2013 and will come into effect on 1January 2014 along with the new Development Plan.

The CEB's key ratios have been redefined, based on broad consultations with the Administrative Council, the rating agencies and the external auditors (KPMG) and on the results of extensive stress tests establishing the efficiency of the proposed framework for the coming years.

The CEB's new prudential framework is built around three main pillars (capital adequacy, liquidity, leverage). Two capital ratios will now be used: a "capital adequacy ratio" based on the Basel III definition and a "gearing ratio" comparing loans to own funds, re-introduced to ensure better comparison with other MDBs. Regarding liquidity, short term and long term liquidity ratios will be implemented, providing the Bank with a broader view of its liquidity situation. Concerning leverage, two ratios will respectively assess levels of debt and of treasury assets compared to prudential equity. For internal purposes, concentration will also be measured along with two short and medium term Basel III liquidity ratios [Liquidity Coverage Ratio (LCR), Net Stable Funding Ratio (NSFR)].

Approval of the budget for 2014

In an environment marked by economic uncertainties and budgetary cost containment efforts in public finance, the CEB has opted for a stringent budget in 2014 while ensuring the sustainably of its action capacity.

With an increase limited to 2.5% this budget includes financing various new measures 2014, such as a number of tasks of the Secretariat of the Partial Agreement on the Bank, a focused strengthening of staff capacity for critical functions and more specific measures in terms of human resources management.

Furthermore, this budget includes an ambitious capital expenditure programme with a view to upgrading and modernizing CEB's technical infrastructure.

Le quatrième trimestre 2013 a donné lieu à toute une série de rencontres avec des représentants d'autres banques multilatérales de développement et institutions internationales.

Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI

Le Gouverneur Rolf Wenzel a participé aux assemblées annuelle de la Banque mondiale et du FMI, qui se sont tenues à Washington du 11 au 13 octobre. Cet événement a été une nouvelle fois l'occasion de rencontrer les représentants des États membres de la CEB, ainsi que les principaux partenaires financiers de la Banque. Par ailleurs, le Gouverneur Wenzel a pris part à une table ronde organisée par la Société financière internationale (IFC), membre du groupe Banque mondiale. Cette réunion a rassemblé plus de vingt institutions financières internationales qui se sont engagées à collaborer plus étroitement en faveur du développement du secteur privé.

Lors de ces assemblées annuelles, le Président de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), Sir Suma Chakrabarti, et le Gouverneur de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), M. Rolf Wenzel, ont signé un *Memorandum of Understanding*. Cet accord dresse un cadre actualisé de coopération entre les deux Banques, qui vise à amplifier l'impact conjugué de leurs opérations respectives au sein des pays d'intervention communs.

Programme régional de logement (RHP)

Le Programme régional de logement (RHP) a vu la signature de trois accords-cadres importants au cours du dernier trimestre 2013.

Le Ministre des Finances du Monténégro, M. Radoje Zugic, et le Gouverneur Wenzel ont signé, le 4 novembre, un *Framework Agreement for the Montenegrin Country Housing Project*. Cet accord définit le cadre juridique et opérationnel de mise en œuvre du Projet national de logement au Monténégro.

Le Gouverneur Wenzel et le Vice-ministre du développement régional et de l'intégration européenne, M. Jakša Puljiz, ont signé, le 3 décembre, un *Framework Agreement for the Croatian Country Housing Project*. Cet accord-cadre permet à la Croatie de recevoir des fonds du *RHP Fund* en faveur de projets déjà approuvés.



Rolf Wenzel et Radoje Zugic

Un troisième *Framework Agreement* a été signé à Belgrade, le 25 octobre, par le Vice-Premier ministre, Ministre du Travail, de l'emploi et de la politique sociale de Serbie, M. Jovan Krkobabic, et le Vice-Gouverneur de la CEB, M. Mikołaj Dowgielewicz. Cet accord-cadre permet à la Serbie de recevoir des fonds du *RHP Fund* pour la mise en œuvre de son Projet national de logement.

Pays des Balkans occidentaux

Le 5 novembre, le Gouverneur Wenzel a participé, à Bruxelles, à une rencontre à haut niveau entre la Commission européenne et les principales institutions financières qui interviennent dans les Balkans occidentaux. Les institutions financières européennes et internationales sont convenues d'intensifier leur coopération pour les investissements essentiels dans les infrastructures et d'élaborer conjointement des instruments financiers innovants.

Eastern Partnership Business Forum

(Forum des entreprises du Partenariat oriental)

Le Gouverneur Wenzel a assisté au "*2nd Eastern Partnership Business Forum*" à Vilnius, le 28 novembre, et pris part à une table ronde avec des ministres de l'Europe de l'Est. Ce Forum des entreprises du Partenariat oriental rassemble des figures clés du monde de l'entreprise et du gouvernement.

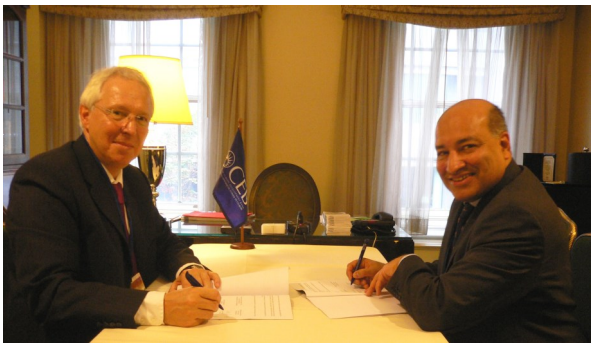
Partnerships

A series of meetings with representatives from other multilateral development banks and international institutions took place during the fourth quarter 2013.

Annual Meetings of the World Bank and IMF

Governor Rolf Wenzel participated in the Annual Meetings of the World Bank and International Monetary Fund (IMF), which took place in Washington from 11 to 13 October. This was again an opportunity to meet with representatives of CEB Member States, as well as with CEB's main banking partners. Governor Wenzel also took part in a roundtable hosted by IFC (International Finance Corporation), a member of the World Bank Group. The meeting gathered over 20 International Financial Institutions which pledged closer collaboration to support private sector development.

During the Annual Meetings, the President of the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), Sir Suma Chakrabarti, and the Governor of the Council of Europe Development Bank (CEB), Mr Rolf Wenzel, signed a Memorandum of Understanding. This MoU sets out an updated framework of cooperation between the two Banks that seeks to enhance the combined impact of their respective operations in common countries of operations.



Rolf Wenzel and Sir Suma Chakrabarti

Regional Housing Program (RHP)

In the context of the Regional Housing Program (RHP) three important framework agreements were signed during this period.

Montenegro's Minister of Finance, Mr Radoje Zugic, and Governor Wenzel, signed on 4 November the Framework Agreement for the Montenegrin Country Housing Project. This Agreement defines the legal and operational framework under which the Montenegrin Country Housing Project will be implemented.

Governor Wenzel and Croatia's Deputy Minister of Regional Development and EU Funds, Mr Jakša Puljiz, signed on 3 December the Framework Agreement for the Croatian Country Housing Project under the Regional Housing Programme. This Agreement allows Croatia to receive RHP Fund resources for already approved projects.

A third RHP Framework Agreement was signed in Belgrade on 25 October by Serbia's Deputy Prime Minister and Minister of Labour, Employment and Social Policy, Dr Jovan Krkobabic, and CEB Vice-Governor, Mr Mikołaj Dowgielewicz. This agreement allows Serbia to receive RHP Fund resources to implement its Country Housing Project.

Western Balkan countries

On 5 November, in Brussels, Governor Wenzel participated in a high-level meeting between the European Commission and the main financial institutions involved in operations in the Western Balkans. European and international financial institutions agreed to intensify their cooperation on key infrastructure investment in the Western Balkan countries and to jointly develop innovative financial instruments.

Eastern Partnership Business Forum

Governor Wenzel attended the "2nd Eastern Partnership Business Forum" in Vilnius on 28 November and participated together with Ministers from Eastern Europe in a round table debate. This Eastern Partnership Business Forum brings together key representatives of the business community and government.

Business.
Without borders.

Eastern
Partnership
Business
Forum
Vilnius
11.28

Interview avec Katherine Delikoura, Directrice du Contrôle de la Conformité

Les clés pour comprendre ce qu'est la Compliance

Quel est le rôle du Bureau de la Directrice du Contrôle de la Conformité (OCCO) au sein de la CEB ?

Les opérations bancaires sont de plus en plus complexes et le contexte économique plus incertain que jamais en raison des crises récentes. C'est la raison pour laquelle les banques et, en particulier, les banques multilatérales et supranationales, doivent faire de la gestion des risques leur priorité numéro un afin d'assurer leur stabilité, leur solidité et leur compétitivité. Ce processus passe notamment par l'indispensable gestion du risque de non-conformité, à savoir le risque de pertes matérielles ou financières, le risque pour l'image ou le risque de sanctions juridiques que peut subir une banque suite à un éventuel manquement aux lois, aux règlements ou aux normes et codes de conduite internes associés.

La CEB s'efforce donc de contrôler efficacement le risque de non-conformité en adoptant de bonnes politiques, en organisant de solides formations ou encore en procédant à une étroite surveillance et à de fréquents examens. Le rôle du Bureau de la Directrice du contrôle de la conformité (l'OCCO) consiste à gérer ce risque efficacement, c'est-à-dire à définir, établir et tenir à jour les procédures de contrôle et les politiques de conformité (*compliance*) requises, afin de protéger la Banque grâce à un vaste éventail de règles en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, la corruption et la fraude. Il a pour mission de promouvoir les plus hautes normes d'éthique et d'intégrité en interne et à l'égard des partenaires, des emprunteurs et des fournisseurs de la Banque.

L'OCCO a également pour tâche d'instaurer une culture de la *compliance*, de la promouvoir à tous les échelons, de former le personnel et d'accroître la sensibilisation à la *compliance* à tous les niveaux, en menant des contrôles fondamentaux et en encourageant l'adhésion dans ce domaine. Il a également pour rôle d'analyser l'incidence de la non-conformité et de la défaillance des contrôles, d'élaborer des mécanismes de communication et de garantir l'adhésion aux politiques de *compliance* ainsi que la mise en place de mesures correctives ou disciplinaires appropriées en cas de violation ou de manquement.

Comment voyez-vous l'architecture globale de la fonction *compliance* au sein de la CEB en tant que banque de développement ?

L'architecture de la fonction *compliance* au sein de la CEB s'appuie sur les meilleures normes et pratiques internationales. La Banque aborde le risque de non-conformité grâce à une méthode holistique qui vise à identifier l'ensemble des risques dans le cadre de ses actions, à évaluer les risques de non-*compliance* actuels ou anticipés, à les atténuer en mettant en œuvre des procédures et des contrôles et à les surveiller et les notifier, le cas échéant.

Plus précisément, l'OCCO conseille la direction générale et le personnel de la CEB dans les domaines de la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme, de la fraude, de la corruption et de toute autre pratique interdite, sans oublier la prévention des conflits d'intérêt. De plus, il contrôle que le cadre de *compliance* de la CEB répond aux plus hautes normes d'éthique et d'intégrité à l'égard de tous les partenaires de la Banque.

Outre la conception, l'élaboration et l'application des politiques, directives et procédures de *compliance* de la CEB, l'OCCO est chargé d'entretenir la culture de la Banque dans ce domaine ainsi que d'aider et d'orienter ponctuellement le personnel concernant les conflits d'intérêt potentiels ainsi que les pratiques illégales, frauduleuses ou contraires à l'éthique.

Enfin, l'OCCO a pour mission de contrôler en permanence l'adhésion aux politiques de *compliance* et, en cas de violation, d'étudier et d'évaluer les risques, de les communiquer à la direction générale de la CEB et de mettre en place des actions correctrices.

Il s'agit d'une mission assez large. Quelles en sont les principales difficultés ?

Pour une gestion efficace de la *compliance*, l'OCCO doit être proactif et se tenir constamment au fait des meilleures pratiques internationales. Dans une banque multilatérale, ce qu'est la CEB, l'OCCO doit anticiper les éventuels risques de *compliance* en adoptant une approche personnalisable, assurer le suivi de l'acceptation et de l'adoption, s'informer des tout derniers changements à échelle mondiale dans le domaine de la conformité et se tenir prêt à tout audit éventuel. La coopération avec d'autres banques et organisations multilatérales telles que le GRECO, MONEYVAL et l'OCDE constitue un élément encourageant pour relever le défi que représente l'anticipation des faits.

Un autre défi consiste à trouver le juste équilibre entre gérer le risque de *compliance* et demeurer ouvert aux nouvelles opportunités d'activité. L'OCCO doit utiliser ses connaissances sur la Banque pour identifier les facteurs de risque externes et internes et prendre les mesures qui s'imposent pour les réduire autant que possible. Bien que la CEB contrôle dans une certaine mesure les facteurs de risque externes, les méthodes qu'elle utilise pour les minimiser sont souvent appliquées au détriment des opportunités d'activité. Le contrôle du risque de non-conformité implique donc de trouver l'équilibre optimal entre contrôle du risque et opportunité d'activité.

Dans le monde actuel de la finance, où les différents types de crise ont mis en évidence la nécessité d'une gestion efficace du risque de non-*compliance*, l'une des questions stratégiques les plus importantes demeure la difficulté de parvenir à une perspective claire et cohérente concernant ce risque. Lorsque c'est le cas, les banques sont alors à même de réduire les imprévus, de se conformer aux exigences de bonne gouvernance et de *compliance* et d'améliorer leur image, en tirant le meilleur parti des opportunités d'activité tout en minimisant le risque de non-conformité.

Interview with Katherine Delikoura, Chief Compliance Officer

The keys to understanding what Compliance is about

What is the role of the Office of the Chief Compliance Officer (OCCO) at the CEB?

Banking operations are becoming increasingly complex and the economic environment, due to several recent crises, is more uncertain than ever. Due to this, Banks and especially multilateral and supranational Banks need to make risk management a top priority to remain stable, solid and competitive. A key part of this process is managing the compliance risk, i.e. the risk material financial loss or loss of reputation or of legal sanctions, that a Bank may suffer as a result of a possible failure to comply with laws, regulations and related self-regulatory Bank standards and codes of conduct.

CEB is, therefore, striving to effectively control compliance risk with good policies, effective training, compliance risk monitoring and frequent reviewing. The role of the Office of the Chief Compliance Officer (OCCO) is committed to effectively manage the compliance risk; that is to define, set and maintain the required compliance policies and control procedures, to shield the Bank with an Anti-Money Laundering, Anti-Terrorist financing, Anti-Corruption and Anti-Fraud spectrum of rules. OCCO promotes the highest ethical and integrity standards internally and in respect with Bank's counterparties, borrowers and suppliers.

Moreover, OCCO's mission in the CEB includes establishing compliance culture, promoting compliance at all levels, training the staff and raising compliance awareness at all levels, implementing key compliance controls and adherence. OCCO's role also entails investigating incidences of non-compliance and control breakdowns, designing reporting mechanisms and ensuring that compliance policies are adhered and appropriate remedial or disciplinary actions are taken, if breaches or failures are identified.

How do you see the overall architecture of compliance function in CEB, a development bank?

CEB compliance architecture is based on the highest standards and international best practices. The CEB approaches compliance risk with a holistic methodology which aims to identify the compliance risk spectrum in its actions, assess the current or anticipated compliance risks, mitigate these risks by implementing procedures and controls, monitor and report these risks as required.

More specifically OCCO dedicates its efforts towards advising CEB top management and staff regarding prevention of money laundering and terrorist financing, fraud, corruption and other prohibited practices; prevention of conflicts of interest. OCCO oversees that CEB compliance framework maintains the highest ethical and integrity standards towards all counterparties with which the Bank interacts.

Apart from designing, developing and maintaining compliance policies, guidelines and procedures for the CEB, OCCO sustains the compliance culture of the Bank, assists and guides on an ad hoc basis the staff regarding potential conflicts of interest, illegal, unethical or fraudulent practices.

On an on going basis OCCO monitors the adherence with compliance policies and in case breaches occur, investigates and assesses the risks, escalates the breaches to the CEB top management and ensures remedial actions.

It is quite a vast role. What are your major challenges?

OCCO's challenges ahead in respect with the effective compliance management, is to be proactive and be continuously updated to the best international practices. OCCO in a multilateral Bank, as the CEB is, needs to think ahead possible compliance risks on a customizable approach, track acceptance and adoption; OCCO needs to keep on top of global compliance changes and stay audit-ready. Cooperation with other multilateral banks and organizations like GRECO, MONEYVAL and OECD, is an encouraging element to tackle the challenge of being ahead of facts.

Another challenge lies in the balance between managing compliance risk and staying open to new business opportunities. OCCO should use its knowledge about the Bank to identify external and internal risk factors and take steps to minimize them. Although the Bank has some control over external risk factors, methods to minimize risk are often at the expense of business opportunities. Controlling compliance risk therefore involves choosing the optimum balance between risk control and business opportunity.

Also in today's financial world, where several types of crisis phenomena have underlined the need of an effective compliance risk management, the challenge to obtain a clear and consistent view on compliance risk remains among the most important strategic issues. When fulfilled, then it leads Banks towards minimizing unexpected incidents, be compliant with best governance and compliance requirements and enhances their reputation, by capitalizing on opportunities with minimal compliance risk.

Agenda

Publications

CEB INFO

Agenda

24 janvier 2014 : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

20-21 mars 2014 : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

27-30 mars 2014 : réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement (Bahia - Brésil)

24 January 2014: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

20-21 March 2014: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

27-30 March 2014: Annual Meeting of the Inter-American Development Bank (Bahia - Brazil)

Publications

Paru

Politique de Prêt et de Financement de projets

Published

Loan and Project Financing Policy



A paraitre

Plan de Développement 2014-2016

To be published

Development Plan 2014-2016

A propos de la CEB ...

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres, dont 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB ...

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 41 Member States. 22 Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the Member States.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its Member States, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • F-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org